



Suite aux articles parus dans le Dauphiné libéré et la Tribune dans lesquels est évoquée la probable fermeture de la Trésorerie de Largentière, et d'une autre du Nord Ardèche, la CGT Finances Publiques Ardèche souhaite réagir.

Le département a déjà subi 6 fermetures de Trésoreries au 1er janvier 2015. La CGT Finances Publiques s'était opposée fermement à ce projet, et avait contacté les mairies dépendantes de ces Trésoreries (malheureusement sans grand succès).

A cela s'ajoute des aménagements d'horaires, décidés par la Directrice Départementale des Finances Publiques de l'Ardèche, mis en place également au 1er janvier 2015 (fermeture des Trésoreries tous les après-midis, réduction de la plage d'ouverture de 30h à 24h par semaine pour les 5 centres des finances publiques) au motif que les besoins des usagers ont évolués... Nous nous étions également insurgés contre cette décision qui allait contre toute notion de service public, mais la Directrice est restée sourde à nos revendications.

Ces deux probables fermetures sont le résultat de la Démarche Stratégique et de la Réforme Territoriale, initiées par le Premier Ministre et ses sbires, dont le Directeur Général des Finances Publiques Monsieur PARENT. Ce n'est pas le fait d'un problème de ressources humaines comme évoqué dans les articles en question, car les agents de Largentière font leur travail avec des moyens en baisse constante. Le seul objectif est celui d'une réduction drastique des coûts, au nom de l'austérité, et au détriment des services de proximité proposés aux usagers, et de l'environnement professionnel des Agents des Finances Publiques de l'Ardèche.

Les missions ont de plus en plus de mal à être menées à bien malgré l'implication et la conscience professionnelle des agents. Les conditions de travail se dégradent, les risques psychosociaux sont en augmentation. La coupe est pleine!

Les fonctionnaires sont constamment dénigrés dans la presse et accusés de tous les maux, le point d'indice est gelé depuis 2010 (les salaires), et leur droit à la mobilité (mutation choisie) est remis en cause par cette politique et la réforme territoriale.

Les Agents des Finances Publiques sont les garants d'une équité et justice fiscale pour les citoyens; le service public de proximité est le garant d'un même accès pour tous aux services de l'Etat (tout le monde ne maîtrise ou n'a pas accès à internet). Si l'Etat économise en supprimant des emplois et structures, il perd bien plus en non-recouvrement de la fraude fiscale par exemple, faute de mains suffisantes.

C'est pourquoi la CGT Finances publiques dénonce fermement cette politique, et un Dialogue Social inexistant.

Nous revendiquons :

- l'arrêt immédiat de toute suppression de structures et donc le maintien et le renforcement des Services Publics de proximité sur le territoire Ardéchois

- l'arrêt immédiat des suppressions d'emplois
- des créations d'emplois
- le dégel du point d'indice
- l'amélioration des conditions de travail
- l'arrêt du dénigrement systématique des fonctionnaires

Il n'est pas trop tard! Réagissez!

La CGT Finances Publiques 07 invite tous les élus et citoyens à se joindre à elle afin de stopper la casse du Service Public, et se tient à leur disposition.